

Est-ce un effet trompeur, un simple « ressenti » engendré par le cycle tournoyant de l'information continue ? Le constat est pourtant dans bien des têtes : la France semble atteinte d'un mal qui gagne sans cesse du terrain et n'a trouvé pour l'heure aucun remède. Certains l'appellent un « communautarisme de sécession » et en perçoivent les effets destructeurs dans une série d'incidents, où l'appartenance à une religion, un clan, un quartier, un groupe racial, voire à un genre l'emporte sur toute autre considération. À l'indifférenciation citoyenne au cœur du projet républicain s'oppose désormais une affirmation identitaire tous azimuts. Elle est celle des « décoloniaux », des « indigénistes », des antiracistes et des néoféministes non universalistes, mais aussi des identitaristes d'extrême droite, tous unis dans la détestation de la « République une et indivisible » et de ses lois. Cette contestation radicale de ce qui fut, bon an mal an, le cadre spécifique d'existence de la nation française ne date certes pas d'aujourd'hui.

En première ligne face aux fanatismes religieux par le passé, l'école en subit à nouveau les assauts depuis qu'en 1989, poussées par leurs familles adeptes d'un islam rigoriste, trois élèves tentèrent d'imposer le port du voile islamique au collège de Creil. Il faudra attendre 2004 et la loi sur le port de signes religieux ostensibles pour que la réponse de l'État, jusque-là dispersée, confuse et faible, affiche un tant soit peu de substance. Mais vingt ans plus tard, rien n'est réglé, bien au contraire, et les revendications particularistes cognent de plus en plus fort aux portes des établissements scolaires.

Complicé de continuer à « faire société »

Dans le second degré, des chefs d'établissement résistent encore, jusqu'au moment où ils craquent. C'est ce qui est arrivé au proviseur du lycée parisien Maurice-Ravel, menacé de mort pour avoir demandé à une élève de retirer son voile fin février. Le rectorat jugera bon d'évoquer une « retraite anticipée » lorsqu'il présentera sa démission avant que l'intéressé rectifie, dans un mail interne, évoquant des raisons de « sécurité ». Les fantômes de Samuel Paty et de Dominique Bernard, assassinés respectivement en 2020 et en 2023, n'incitent pas à prendre à la légère les intimidations. Elles touchent les enseignants mais aussi des élèves, comme l'illustre le lynchage de la jeune Samara à la sortie de son collège de Montpellier. L'affaire ne se résume pas à un unique conflit, pur et dur, entre adolescents sur ce que serait le « vrai islam » mêlé à d'autres motivations, que le foyer jamais éteint des réseaux sociaux porte tout de suite à incandescence. Reste qu'elle illustre aussi, comme l'affaire de Crépol ou le meurtre du jeune Shemseddine, à Viry-Châtillon – où l'hypothèse de « crime d'honneur » semble privilégiée –, à quel point il devient compliqué, en France, de « faire société ».

« Faire société », avec des guillemets. Une ponctuation qui s'impose, tant les mots d'ordre des républicains auto-proclamés semblent parfois dérisoires face à l'ampleur de la menace. Au fond, que valent les exhortations au « vivre-ensemble » ou les rappels désincarnés à des « valeurs de la République » dont on soupçonne parfois ceux qui les invoquent d'avoir du mal à les définir ? Le bouillonnement de la marmite identitaire est aussi la faillite d'un camp, celui de républicains souvent sincères qui semblent

éprouver les pires difficultés à ne pas faire de la laïcité une relique poussiéreuse. Au mieux, élément de folklore un peu ringard apte à ne convaincre que les déjà convaincus ; au pire, instrument autoritaire que l'on brandit au visage des inconvenants pour leur sommer de s'intégrer. Un brin faiblard, face à des menaces multiformes qui s'additionnent et se combinent. L'essor de l'islamisme est ainsi nourri en continu par des flux migratoires incontrôlés, concentrés dans des zones où la pauvreté lui fournit un carburant supplémentaire. La gauche mélenchoniste, y voyant une manne électorale tombée du ciel, entre dans la farandole identitaire, en adoptant un discours clientéliste s'accordant à merveille avec une pensée woke qui lui sert désormais de bréviaire intellectuel.

Un défi vertigineux

Et voici qu'à l'autre extrémité du spectre les remugles de la guerre civile attisent l'appétit d'un cénacle de charognards avides de ressusciter une France haineuse et décatie. Comment sortir de l'impasse ? Certainement pas en fétichisant une République formelle, qui ne ferait que proclamer de nobles principes sans jamais vouloir les concrétiser dans le quotidien des Français. « *Quand les hommes ne peuvent pas changer les choses, ils changent les mots* », disait Jean Jaurès il y a un siècle, ajoutant que « *la République restera laïque parce qu'elle aura su rester sociale* ». Penser qu'il suffit de décréter l'avènement du citoyen universaliste sans œuvrer aux conditions matérielles de l'émancipation est une erreur qui a traversé toute l'histoire républicaine, de la Révolution française au macronisme actuel. Sachons toutefois ne pas nous enfermer dans la posture inverse, qui consisterait à penser qu'une politique économique plus généreuse pourrait tenir lieu de réponse unique face à la catastrophe qui menace. Si le défi qui nous toise est si vertigineux, c'est que toutes ses dimensions sont reliées. La crise traversée par notre nation est sociale, culturelle, morale. Les Français républicains, patriotes et fraternels sont pourtant majoritaires dans le pays, mais leur voix peine à se faire entendre au milieu du vacarme général. ■

